

RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1998 B 00572

Numéro SIREN : 414 108 597

Nom ou dénomination : SODIBOR

Ce dépôt a été enregistré le 07/07/2021 sous le numéro de dépôt 20070

SAS SODIBOR

172-176 rue Jules Ferry

33021 BORDEAUX

Siret : 41410859700025

Comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2020



FIDORG NORMANDIE

Siège social :	Le Trifide - 18, rue Claude Bloch - 14050 Caen Cedex 4	Tél : 02 31 46 23 23	email : caen@talenz-fidorg.fr
Bayeux :	10, boulevard Sadi Carnot - 14400 Bayeux	Tél : 02 31 51 60 97	email : bayeux@talenz-fidorg.fr
Deauville :	Rue des Bateliers - ZI - 14800 Touques	Tél : 02 31 14 62 00	email : deauville@talenz-fidorg.fr
Flers :	15, rue du Théâtre - 61100 Flers	Tél : 02 33 62 82 00	email : flers@talenz-fidorg.fr
Saint Lô :	585, rue Henri Claudel - ZI Neptune 2 - 50000 Saint Lô	Tél : 02 33 77 87 97	email : saint-lo@talenz-fidorg.fr
Vire	3, rue des Halles - BP 70058 - 14502 Vire Cedex	Tél : 02 31 68 11 12	email : vire@talenz-fidorg.fr

fidorg.talenz.fr

Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	4 680	4 250	430	826
Fonds commercial (1)	7 927 349		7 927 349	7 927 349
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 442 442	349 889	3 092 553	2 556 675
Constructions	6 860 568	6 217 233	643 335	823 812
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 001 062	2 367 164	633 898	791 558
Autres immobilisations corporelles	2 080 011	1 396 436	683 575	804 645
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 255		2 255	2 255
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	23 318 367	10 334 971	12 983 395	12 907 121
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	2 820 016		2 820 016	3 061 413
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	146 737	125	146 612	30 675
Autres créances	3 159 581		3 159 581	2 469 763
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 908 058		1 908 058	882 048
Charges constatées d'avance (3)	42 801		42 801	51 957
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 077 193	125	8 077 068	6 495 857
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	31 395 560	10 335 096	21 060 463	19 402 977
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

■ Bilan Passif

	31/12/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	3 825 000	3 825 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	97 508	97 508
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	382 500	382 500
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	5 304 472	4 836 004
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	524 527	468 468
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	10 134 007	9 609 480
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 291 207	6 014 016
Emprunts et dettes financières diverses (3)	16 111	15 760
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 517 618	2 889 700
Dettes fiscales et sociales	1 025 006	843 269
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	76 515	30 752
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	10 926 457	9 793 497
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	21 060 463	19 402 977
(1) Dont à plus d'un an (a)	6 281 684	5 162 241
(1) Dont à moins d'un an (a)	4 644 773	4 631 257
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2020	31/12/2019
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	31 350 492		31 350 492	29 346 094
Production vendue (biens)	4 229 686		4 229 686	4 436 324
Production vendue (services)	552 613		552 613	575 412
Chiffre d'affaires net	36 132 791		36 132 791	34 357 829
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			132 726	147 699
Autres produits			74 012	27 426
Total produits d'exploitation (I)			36 339 529	34 532 954
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			24 590 048	23 433 680
Variations de stock			241 397	-249 498
Achats de matières premières et autres approvisionnements			2 994 184	3 299 892
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			2 975 167	2 842 789
Impôts, taxes et versements assimilés			463 957	493 291
Salaires et traitements			2 793 787	2 599 613
Charges sociales			763 862	782 963
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			637 372	679 208
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			125	6 992
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			22 730	19 964
Total charges d'exploitation (II)			35 482 628	33 908 895
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			856 901	624 059
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			11 641	6 820
Autres intérêts et produits assimilés (3)			1 445	1 971
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			13 085	8 791
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			59 999	65 775
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			59 999	65 775
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-46 913	-56 985
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			809 987	567 075

■ Compte de résultat(suite)

	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	14 170	66 168
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	14 170	66 168
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	67 892	12 569
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	473	
Total charges exceptionnelles (VIII)	68 364	12 569
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-54 195	53 599
Participation des salariés aux résultats (IX)	39 344	
Impôts sur les bénéfices (X)	191 922	152 206
Total des produits (I+III+V+VII)	36 366 784	34 607 913
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	35 842 257	34 139 445
BENEFICE OU PERTE	524 527	468 468
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		



ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS SODIBOR

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 21 060 463 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 524 527 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 02/04/2021 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

En cas de présence d'un fonds de commerce ou droit au bail, si celui-ci ne fait pas l'objet d'un plan d'amortissement, un test de dépréciation est réalisé.

Le test de dépréciation est réalisé à partir d'une approche comparative (% du chiffre d'affaires annuel applicable dans la branche d'activité, multiple de l'excédent brut d'exploitation retraité,...).

Une provision est comptabilisée quand la valeur d'utilité issue du test de dépréciation est inférieure à la valeur comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Terrains et aménagements : 50 ans

* Constructions : 10 à 50 ans

■ Règles et méthodes comptables

- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Titres de participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

En cas de présence à la date de cloture de l'exercice, la valeur brute des titres est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

En cas d'existence dans les présents comptes, les stocks et les en-cours sont valorisés :

- à leur prix d'achat net augmenté des frais accessoires pour les matières premières et les marchandises,
- à leur coût de production pour les en-cours de production,
- à leur prix de revient pour les produits finis.

Des provisions pour dépréciations ont été constituées chaque fois que la valeur vénale du bien était inférieure à sa valeur d'inventaire.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,34 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : INSEE 2019

■ Règles et méthodes comptables

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Autres éléments significatifs

La société agissant dans le secteur de la grande distribution, la crise sanitaire n'a pas eu d'effet défavorable sur l'activité de la société. Nous avons adapté notre organisation et notre relation client aux modes de consommation imposés par le contexte économique et les mesures sanitaires imposées par l'autorité publique. Les coûts spécifiques engendrés par ces dispositions figurent dans les comptes de charges par nature de dépenses. La société n'a pas eu recours à l'activité partielle.

La société louant des locaux commerciaux, la crise sanitaire a eu des effets économiques défavorable sur l'activité de la société, mais non significatif. La société a décidé d'abandonner des loyers au profit des locataires ayant dus fermés administrativement leurs activités au cours des périodes de confinement. La diminution des loyers perçus sont visibles dans les produits d'exploitation de la société.

Identité société-mère consolidant les comptes de la société

La SAS GH PARTICIPATIONS dont le siège social se situe au 172 rue Jules Ferry 33200 BORDEAUX et immatriculée au RCS de Caen sous le numéro 383 957 255 détient 50% des actions.

La SAS AMIDIS dont le siège social se situe ZI route de Paris 14120 Mondeville et immatriculée au RCS de Caen sous le numéro 319 730 339 détient 50% des actions.

Les copies des états financiers consolidés peuvent être obtenues aux sièges sociaux.

■ Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	7 927 349			7 927 349
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 680			4 680
Immobilisations incorporelles	7 932 029			7 932 029
- Terrains	2 892 442	550 000		3 442 442
- Constructions sur sol propre	2 359 778			2 359 778
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	4 509 474		8 684	4 500 790
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 955 365	82 545	36 847	3 001 062
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 912 473	77 525	24 466	1 965 532
- Matériel de transport	2 877	1 808		4 685
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	109 139	2 242	1 588	109 794
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	14 741 549	714 119	71 585	15 384 083
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	2 255			2 255
Immobilisations financières	2 255			2 255
ACTIF IMMOBILISE	22 675 833	714 119	71 585	23 318 367

■ Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/12/2020
Éléments achetés	7 927 348
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	7 927 349

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 854	396		4 250
Immobilisations incorporelles	3 854	396		4 250
- Terrains	335 767	14 121		349 889
- Constructions sur sol propre	2 176 284	36 029		2 212 313
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 869 155	144 449	8 684	4 004 920
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 163 807	240 204	36 847	2 367 164
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 119 041	196 996	24 466	1 291 571
- Matériel de transport	2 877	512		3 389
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	97 927	5 137	1 588	101 476
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	9 764 858	637 448	71 585	10 330 722
ACTIF IMMOBILISE	9 768 712	637 844	71 585	10 334 971

■ Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	2 255		2 255
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	146 737	146 737	
Autres	3 159 581	3 159 581	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	42 801	42 801	
Total	3 351 374	3 349 119	2 255
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	167 081
Disponibilités	
Total	167 081

■ Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	6 992	125	6 992	125
Total	6 992	125	6 992	125
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		125	6 992	
Financières				
Exceptionnelles				

Capitaux propres

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	25 000	153,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	25 000	153,00

■ Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	6 291 207	9 523		6 281 684
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	16 111	16 111		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 517 618	3 517 618		
Dettes fiscales et sociales	1 025 006	1 025 006		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	76 515	76 515		
Produits constatés d'avance				
Total	10 926 457	4 644 773		6 281 684
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	-272 000			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 523
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	298 833
Dettes fiscales et sociales	592 204
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	42 225
Total	942 785

■ Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	42 801
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	42 801

■ Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	4 226 402		4 226 402
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels	3 284		3 284
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	364 342		364 342
Ventes de marchandises	31 350 492		31 350 492
Produits des activités annexes	188 271		188 271
TOTAL	36 132 791		36 132 791

■ Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 114 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	6	
Agents de maîtrise et techniciens	7	
Employés	97	
Ouvriers	4	
Total	114	

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Prêt Société Générale nantissement en second rang du fonds de commerce</i>	1 195 456
<i>Prêt CIC Hypothèque</i>	270 000
<i>Prêt CIC garanties prévues aux conditions générales</i>	600 000
<i>Prêt CIC garanties prévues aux conditions générales</i>	300 000
<i>Prêt CIC garanties prévues aux conditions générales</i>	800 000
<i>Prêt BNP hypothèque 1er rang au profit de NP Paribas sur le bien immobilier 172 176 rue Jules Ferry Bordea</i>	5 400 000
Autres engagements donnés	8 565 456
Total	8 565 456
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

■ Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 250 337 euros

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.

SODIBOR

S A S au capital de 3 825 000 €
172 – 176 Rue Jules Ferry - 33021 BORDEAUX CEDEX
RCS BORDEAUX B 414 108 597

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 17 JUIN 2021

*L'an deux mil vingt et un
Le dix sept juin
A dix heures*

Les actionnaires de la société « **SODIBOR** », société par actions simplifiée au capital de 3 825 000 €, divisé en 25 000 actions de 153 € chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle au siège social de la société, sur convocation de son Président.

Il a été établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents ou représentés :

- **SOCIETE D'EXPLOITATION AMIDIS ET COMPAGNIE**, propriétaire de 12 500 actions
Représentée par Monsieur Jean Charles BEGORRE
- La Société **GH PARTICIPATIONS**, propriétaire de 12 500 actions
Représentée par Monsieur Guillaume HALLEY

Seules associées de la société et représentant en tant que telle la totalité des actions émises par la société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par la Société «GH PARTICIPATIONS », Présidente de la société, elle-même représentée par Monsieur Guillaume HALLEY.

La société EXTENCIA AUDIT, Commissaire aux Comptes Titulaire, régulièrement convoquée en date du 02/06/2021 est présente.

Aucun Représentant du Comité Economique et Social n'est présent.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

+

JCB

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de gestion établi par le président
- Lecture du rapport général du commissaire aux comptes
- Lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
- Approbation des comptes de l'exercice social clos le **31/12/2020** et quitus au Président
- Affectation du résultat
- Rémunération de la Présidence
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes
- la feuille de présence,
- l'inventaire et les comptes annuels arrêtés au **31 décembre 2020**
- le rapport de gestion établi par le Président
- le rapport spécial du commissaire aux comptes
- le rapport général du commissaire aux Comptes
- le rapport du Président
- le texte des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président présente et commente les comptes de l'exercice écoulé avant de donner lecture à l'Assemblée du rapport de gestion, puis du rapport général du commissaire aux comptes et de son rapport spécial.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport de gestion et le rapport général du commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2020, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne au Président quitus de sa gestion pour l'exercice clos le **31 décembre 2020**.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constatant que le résultat de l'exercice s'élève à **524 526,87 €** décide de l'affecter au compte « **Autres Réserves** ».

L'Assemblée Générale rappelle les dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices.

<u>EXERCICE</u>	<u>DIVIDENDES</u>
31/12/2019	0 €
31/12/2018	0 €
31/12/2017	300 000 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées et statuant sur ce rapport, prend acte qu'il n'est pas intervenu de nouvelle convention réglementée au titre de l'exercice clos le 31/12/2020.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte que la rémunération de la Présidence au titre de l'exercice clos le 31/12/2020 est conforme à la décision des associés du 04/03/2016.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associées.

Société «GH PARTICIPATIONS»
Représentée par Guillaume HALLEY

Société « AMIDIS »
Représentée par Jean Charles BEGORRE



GRUPE EXTENCIA
extencia.fr

SAS SODIBOR

**172-176 Rue Jules Ferry
33200 BORDEAUX**

Rapport du Commissaire aux Comptes Sur les Comptes Annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2020

Sommaire

*Rapport sur les comptes annuels
Bilan, Compte de résultat, Annexe*

SAS SODIBOR
172 – 176 rue Jules Ferry
33 200 BORDEAUX

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SODIBOR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Fonds commercial » de la partie « Règles et méthodes comptables » de l'annexe mentionne les règles d'évaluation du fonds commercial. Dans le cadre de nos travaux et appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent ayant conduit à l'absence de dépréciation du fonds commercial.

La note « Stock » de la partie « Règles et méthodes comptables » de l'annexe mentionne les règles de valorisation du stock. Dans le cadre de nos travaux et appréciations, nous nous sommes assurés que les règles de valorisation étaient correctement appliquées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

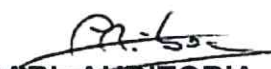
Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit légal des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Lyon, le 1 juin 2021


SARL AUDITORIA
Pierre RIBAC
Commissaire aux Comptes

Annexe du rapport : description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✓ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✓ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✓ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Bilan Actif

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	4 680	4 250	430	826
Fonds commercial (1)	7 927 349		7 927 349	7 927 349
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 442 442	349 889	3 092 553	2 556 675
Constructions	6 860 568	6 217 233	643 335	823 812
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 001 062	2 367 164	633 898	791 558
Autres immobilisations corporelles	2 080 011	1 396 436	683 575	804 645
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 255		2 255	2 255
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	23 318 367	10 334 971	12 983 395	12 907 121
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	2 820 016		2 820 016	3 061 413
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	146 737	125	146 612	30 675
Autres créances	3 159 581		3 159 581	2 469 763
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 908 058		1 908 058	882 048
Charges constatées d'avance (3)	42 801		42 801	51 957
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 077 193	125	8 077 068	6 495 857
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	31 395 560	10 335 096	21 060 463	19 402 977
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

■ Bilan Passif

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

	31/12/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	3 825 000	3 825 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	97 508	97 508
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	382 500	382 500
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	5 304 472	4 836 004
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	524 527	468 468
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	10 134 007	9 609 480
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 291 207	6 014 016
Emprunts et dettes financières diverses (3)	16 111	15 760
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 517 618	2 889 700
Dettes fiscales et sociales	1 025 006	843 269
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	76 515	30 752
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	10 926 457	9 793 497
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	21 060 463	19 402 977
(1) Dont à plus d'un an (a)	6 281 684	5 162 241
(1) Dont à moins d'un an (a)	4 644 773	4 631 257
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

	France	Exportations	31/12/2020	31/12/2019
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	31 350 492		31 350 492	29 346 094
Production vendue (biens)	4 229 686		4 229 686	4 436 324
Production vendue (services)	552 613		552 613	575 412
Chiffre d'affaires net	36 132 791		36 132 791	34 357 829
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			132 726	147 699
Autres produits			74 012	27 426
Total produits d'exploitation (I)			36 339 529	34 532 954
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			24 590 048	23 433 680
Variations de stock			241 397	-249 498
Achats de matières premières et autres approvisionnements			2 994 184	3 299 892
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			2 975 167	2 842 789
Impôts, taxes et versements assimilés			463 957	493 291
Salaires et traitements			2 793 787	2 599 613
Charges sociales			763 862	782 963
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			637 372	679 208
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			125	6 992
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			22 730	19 964
Total charges d'exploitation (II)			35 482 628	33 908 895
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			856 901	624 059
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			11 641	6 820
Autres intérêts et produits assimilés (3)			1 445	1 971
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			13 085	8 791
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			59 999	65 775
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			59 999	65 775
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-46 913	-56 985
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			809 987	567 075

■ Compte de résultat(suite)

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	14 170	66 168
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	14 170	66 168
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	67 892	12 569
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	473	
Total charges exceptionnelles (VIII)	68 364	12 569
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-54 195	53 599
Participation des salariés aux résultats (IX)	39 344	
Impôts sur les bénéfices (X)	191 922	152 206
Total des produits (I+III+V+VII)	36 366 784	34 607 913
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	35 842 257	34 139 445
BENEFICE OU PERTE	524 527	468 468
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

■ Règles et méthodes comptables

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Désignation de la société : SAS SODIBOR

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 21 060 463 euros
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 524 527 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 02/04/2021 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

En cas de présence d'un fonds de commerce ou droit au bail, si celui-ci ne fait pas l'objet d'un plan d'amortissement, un test de dépréciation est réalisé.

Le test de dépréciation est réalisé à partir d'une approche comparative (% du chiffre d'affaires annuel applicable dans la branche d'activité, multiple de l'excédent brut d'exploitation retraité,...).

Une provision est comptabilisée quand la valeur d'utilité issue du test de dépréciation est inférieure à la valeur comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Terrains et aménagements : 50 ans

* Constructions : 10 à 50 ans

■ Règles et méthodes comptables

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Titres de participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

En cas de présence à la date de clôture de l'exercice, la valeur brute des titres est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

En cas d'existence dans les présents comptes, les stocks et les en-cours sont valorisés :

- à leur prix d'achat net augmenté des frais accessoires pour les matières premières et les marchandises,
- à leur coût de production pour les en-cours de production,
- à leur prix de revient pour les produits finis.

Des provisions pour dépréciations ont été constituées chaque fois que la valeur vénale du bien était inférieure à sa valeur d'inventaire.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,34 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : INSEE 2019

■ Règles et méthodes comptables

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

La société agissant dans le secteur de la grande distribution, la crise sanitaire n'a pas eu d'effet défavorable sur l'activité de la société. Nous avons adapté notre organisation et notre relation client aux modes de consommation imposés par le contexte économique et les mesures sanitaires imposées par l'autorité publique. Les coûts spécifiques engendrés par ces dispositions figurent dans les comptes de charges par nature de dépenses. La société n'a pas eu recours à l'activité partielle.

La société louant des locaux commerciaux, la crise sanitaire a eu des effets économiques défavorable sur l'activité de la société, mais non significatif. La société a décidé d'abandonner des loyers au profit des locataires ayant dus fermés administrativement leurs activités au cours des périodes de confinement. La diminution des loyers perçus sont visibles dans les produits d'exploitation de la société.

Autres éléments significatifs

Identité société-mère consolidant les comptes de la société

La SAS GH PARTICIPATIONS dont le siège social se situe au 172 rue Jules Ferry 33200 BORDEAUX et immatriculée au RCS de Caen sous le numéro 383 957 255 détient 50%des actions.

La SAS AMIDIS dont le siège social se situe ZI route de Paris 14120 Mondeville et immatriculée au RCS de Caen sous le numéro 319 730 339 détient 50% des actions.

Les copies des états financiers consolidés peuvent être obtenues aux sièges sociaux.

■ Notes sur le bilan

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	7 927 349			7 927 349
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 680			4 680
Immobilisations incorporelles	7 932 029			7 932 029
- Terrains	2 892 442	550 000		3 442 442
- Constructions sur sol propre	2 359 778			2 359 778
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	4 509 474		8 684	4 500 790
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 955 365	82 545	36 847	3 001 062
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 912 473	77 525	24 466	1 965 532
- Matériel de transport	2 877	1 808		4 685
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	109 139	2 242	1 588	109 794
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	14 741 549	714 119	71 585	15 384 083
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	2 255			2 255
Immobilisations financières	2 255			2 255
ACTIF IMMOBILISE	22 675 833	714 119	71 585	23 318 367

■ Notes sur le bilan

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/12/2020
Éléments achetés	7 927 348
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	7 927 349

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 854	396		4 250
Immobilisations incorporelles	3 854	396		4 250
- Terrains	335 767	14 121		349 889
- Constructions sur sol propre	2 176 284	36 029		2 212 313
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 869 155	149 212	4 763	4 004 920
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 163 807	252 605	12 702	2 367 164
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 119 041	212 549	17 465	1 291 571
- Matériel de transport	2 877	512		3 389
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	97 927	6 724	1 588	101 476
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	9 764 858	671 752	36 517	10 330 722
ACTIF IMMOBILISE	9 768 712	672 148	36 517	10 334 971

■ Notes sur le bilan

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Actif circulant

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	2 255		2 255
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	146 737	146 737	
Autres	3 159 581	3 159 581	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	42 801	42 801	
Total	3 351 374	3 349 119	2 255
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	167 081
Disponibilités	
Total	167 081

■ Notes sur le bilan

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Dépréciation des actifs

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	6 992	125	6 992	125
Total	6 992	125	6 992	125
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		125	6 992	
Financières				
Exceptionnelles				

Capitaux propres

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	25 000	153,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	25 000	153,00

■ Notes sur le bilan

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	6 291 207	868 110	3 194 214	2 228 882
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	16 111	16 111		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 517 618	3 517 618		
Dettes fiscales et sociales	1 025 006	1 025 006		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	76 515	76 515		
Produits constatés d'avance				
Total	10 926 457	5 503 360	3 194 214	2 228 882
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	-272 000			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 523
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	298 833
Dettes fiscales et sociales	592 204
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	42 225
Total	942 785

 Notes sur le bilanDocuments soumis au contrôle
du commissaire aux comptesComptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

	Montant
Charges d'exploitation	42 801
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	42 801

■ Notes sur le compte de résultat

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	4 226 402		4 226 402
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels	3 284		3 284
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	364 342		364 342
Ventes de marchandises	31 350 492		31 350 492
Produits des activités annexes	188 271		188 271
TOTAL	36 132 791		36 132 791

■ Autres informations

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Effectif moyen du personnel : 114 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	6	
Agents de maîtrise et techniciens	7	
Employés	97	
Ouvriers	4	
Total	114	

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Prêt CIC Hypothèque</i>	270 000
<i>Prêt CIC garanties prévues aux conditions générales</i>	600 000
<i>Prêt BNP hypothèque 1er rang au profit de NP Paribas sur le bien immobilier 172 176 rue Jules Ferry Bordea</i>	5 400 000
<i>Prêt CIC privilège prêteur de deniers</i>	550 000
Autres engagements donnés	6 820 000
Total	6 820 000
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

 Autres informations

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 250 337 euros

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003.